

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger, sur les relations franco-nigériennes, le crash du vol Malaysian Airlines sur le sol ukrainien et sur la situation à Gaza, à Niamey le 18 juillet 2014.

Excellence, Monsieur le Président de la République Française, Excellence, Monsieur le Président de la République du Niger. C'est donc la séance des questions réponses avec les journalistes et il y aura un préambule d'abord, qui sera dit par Monsieur le Président de la République du Niger. M. Mahamadou ISSOUFOU

« Je voudrais commencer par saluer la présence du Président HOLLANDE, ici, à Niamey, au Niger. Nous sommes heureux de l'accueillir, et le peuple nigérien se réjouit de cette visite. Le peuple nigérien l'a démontré, d'ailleurs, il y a quelques minutes sur le trajet entre l'aéroport et le palais de la présidence. Cette visite d'Etat du Président HOLLANDE au Niger est je crois, une occasion pour nous de célébrer, je l'ai dit tout à l'heure, l'excellence des relations qui existent entre le Niger et la France.

Je l'ai dit, l'excellence de ces relations se constate dans l'identité de vues que nous partageons sur pratiquement toutes les questions, sur pratiquement tous les sujets. En particulier sur les questions de sécurité et les questions de développement, nous travaillons ensemble, comme on le sait, pour faire face aux menaces auxquelles les pays du Sahel sont exposés. Le Niger et la France travaillent ensemble au Mali, le Niger et la France réfléchissent ensemble pour contrer la menace de Boko Haram au Nigeria.

Nous travaillons ensemble également par rapport à la situation en Libye qu'il faut stabiliser. Je l'ai dit tout à l'heure, les pays voisins de la Libye prennent des initiatives pour aider ces pays à se stabiliser, à retrouver la paix, mais il est important que la communauté internationale dans son ensemble vienne au chevet de la Libye.

Et je profite de l'occasion de cette visite aussi pour remercier et féliciter le Président HOLLANDE et la France pour tout ce qui est fait pour aider les pays du Sahel à faire face aux menaces terroristes. On a vu l'opération SERVAL au Mali, des résultats importants ont été obtenus, par l'intervention française au Mali et je sais que la France est également engagée de manière générale à soutenir l'Afrique pour faire face aux menaces auxquelles le continent est exposé, en particulier par la formation.

Le Président l'avait dit à l'occasion du Sommet France-Afrique de la fin de l'année 2013.

Sommet à l'occasion duquel il a pris des engagements pour accompagner les Etats africains notamment dans la formation de nos armées et dans la mise en place de la capacité africaine de réponse immédiate aux crises et à terme dans la mise en place de la force africaine en attente.

Il n'y a pas que sur la sécurité que nous avons une parfaite identité de vues et sur le développement aussi, sur les questions de développement également, nous sommes conscients de la liaison étroite qui existe entre sécurité et développement. La France fait beaucoup dans ce

domaine, et en particulier dans le domaine du développement pour venir en aide au Niger où nous sommes en train de mettre en œuvre le programme de renaissance depuis maintenant 3 ans et demi et la France intervient dans des secteurs prioritaires pour nous.

D'abord dans le secteur du développement durable, l'éducation, l'assainissement, l'énergie, le soutien au secteur privé et dans le développement humain, c'est l'éducation, c'est la formation professionnelle et technique, la recherche, l'enseignement supérieur, la santé, dans la sécurité alimentaire, et le développement rural.

Il y a une forte intervention de l'AFD, pour soutenir le programme « Kandadji » qui est un programme ambitieux et qui va très fortement contribuer à la réalisation de l'initiative « Trois N : les Nigériens nourrissent les Nigériens » et également sur les problèmes de stabilité, de sécurité. Je me suis largement exprimé en ce qui concerne la sécurité. Donc, sur les problèmes de stabilité, de gestion des finances publiques, de justice, de décentralisation, soutien à la société civile etc

Donc, vous constaterez qu'il y a une excellence des rapports, comme je l'ai dit au tout début, une excellence des relations entre le Niger et la France.

Au-delà des relations d'Etat à Etat, ce que nous souhaitons c'est que les entreprises françaises viennent investir au Niger. Nous avons déjà un certain nombre d'entreprises qui sont présentes dans le pays. C'est le cas d'Areva avec laquelle nous venons de signer un partenariat stratégique. Ça fait 45 ans qu'Areva est présente au Niger. Ce partenariat doit se poursuivre, il a été équilibré dans le cadre de l'accord que nous avons signé il y a quelques semaines. Cet équilibre que nous avons trouvé est une condition essentielle pour la durabilité de nos relations.

Ensuite, nous avons, également, une autre entreprise qui est venue investir dans un secteur structurant pour nous, le secteur du chemin de fer, pour la réalisation de cette boucle, de chemin de fer de 3000 kms de long depuis Cotonou jusqu'à Abidjan, en passant par Niamey et Ouagadougou. C'est une boucle dans laquelle il y aura 600 km de rail au Niger, donc nous nous félicitons qu'une entreprise française importante vienne investir dans ce secteur structurant pour l'économie de notre pays. Il y a Veolia également qui est présente. Nous souhaitons, au-delà de ces entreprises, que davantage d'entreprises françaises viennent investir dans notre pays.

Avec le Président aussi, nous sommes d'accord pour dire que nous devons porter le débat sur la question des inégalités dans le monde, des inégalités à l'intérieur des pays, des inégalités entre pays. Il me semble que cela est une condition essentielle, non seulement pour le développement mais également pour que l'on ait un monde encore plus sûr.

Voilà ce que j'ai voulu dire à titre introductif et je pense que le Président a une introduction liminaire, également, à faire. Je vous remercie ».

LE PRESIDENT

« Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord remercier le Président ISSOUFOU pour son invitation et pour l'accueil qui m'a été réservé tout au long du parcours que j'ai pu faire, entre l'aéroport et ici, le siège de la Présidence de la République. [Celui de] cette population jeune qui témoignait de son attachement à la relation entre la France et le Niger.

C'est une relation ancienne, c'est une relation forte et c'est une relation que je veux exemplaire. D'abord, elle tient à l'amitié qui m'unit au Président ISSOUFOU depuis longtemps mais qui tient aussi à la situation particulière du Niger. Un pays pauvre, l'un des plus pauvres du monde, mais qui se bat pour que son développement puisse être rapide et équilibré. Un pays qui veille à ce que la démocratie soit préservée et le pluralisme puisse être respecté. Un pays qui veut jouer son rôle dans la région et qui fait en sorte de pouvoir prendre ses responsabilités quand elles sont appelées. Ça a été le cas par rapport à l'intervention au Mali, lorsque la France s'est décidée, dans un délai très court, à porter secours au Mali qui était victime d'une offensive terroriste. J'ai pu prendre cette décision parce que je le rappelais hier en Côte d'Ivoire la CEDEAO avait appelé la France et parce que des pays avaient immédiatement déclaré leur disponibilité. Et c'était le cas du Niger. Et sans la présence de forces armées nigériennes, il n'y aurait pas eu la libération de la région de Gao puisque c'est ensemble que nous avons pu permettre à notre voisin, votre voisin, le Mali, de pouvoir assurer son intégrité territoriale.

Le Niger a joué un rôle dans la libération de nos otages · Pierre L'ÉGRAND · Daniel L'ARRIVE

Le Niger a joué un rôle dans la libération de nos otages : Pierre LECHEVAL, Daniel LAMBLÉ, Thierry DOL, Marc FERET. S'il n'y avait pas eu la médiation du Président ISSOUFOU, il n'y aurait pas eu la libération de nos otages. C'est vrai que ces otages avaient été pris au Niger et donc il y avait forcément un rôle que devait assumer le Niger. Et ce fut fait. Et encore aujourd'hui, j'ai une pensée pour le seul otage qu'il nous reste au Sahel : Serge LAZAREVIC, dès lors que nous avons toutes les raisons de penser que Gilberto RODRIGUES LEAL est mort dans sa détention.

Donc voilà toutes les raisons qui fondent la relation que nous avons. Relations personnelles, relations politiques mais nous avons voulu que les partenariats entre la France et le Niger soient exemplaires. Ils le sont pour la sécurité. J'ai annoncé le Ministre de la Défense français est là une opération Barkhane qui a vocation à se substituer à ce que nous faisons dans cette région. Il s'agit d'accompagner les armées africaines, de l'Ouest de l'Afrique, et de leur permettre de pouvoir faire face à des menaces. Et des menaces, il y en a. Il y a celles qui viennent de Libye. Il y a là des réseaux terroristes. Il y a des matériels qui se sont accumulés et il y a sans doute des chefs terroristes qui s'y sont réfugiés. Des menaces, il y en a venant du Nord du Nigeria et nous avons tenu une réunion à Paris il y a peu de semaines par rapport à Boko Haram. Nous avons donc décidé de mettre en place des structures, des dispositifs qui puissent permettre aux pays qui font face à cette menace de pouvoir répondre. Au Niger, ce sont 300 soldats français qui sont là, en appui, en formation, en accompagnement des armées nigériennes.

Notre relation, elle est aussi exemplaire en matière de développement. Nous avons signé un certain nombre de conventions aujourd'hui à hauteur de 5 millions d'euros et l'Agence Française de Développement sera mobilisée sur bon nombre de projets. Le Président les a rappelés : aussi bien pour l'énergie, pour les infrastructures, pour l'éducation, pour la santé. Et là encore, il s'agit d'un effort exceptionnel de la France.

Nous mettrons en œuvre je veux le souligner la première utilisation de la taxe sur les transactions financières, dont le produit, l'affectation, seront versés pour un projet de santé et donc d'amélioration de l'état sanitaire avec la gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans. C'est un beau symbole, que la taxe sur les transactions financières puisse être utilisée, ici, au Niger.

Relations exemplaires aussi dans l'accord qui a été passé entre Areva et les Autorités nigériennes. Parce qu'il s'agit là d'une action de long terme qui justifie qu'Areva, grande entreprise française, puisse investir davantage au Niger, notamment dans le secteur routier, et puisse reverser davantage que par le passé, une contribution aux autorités nigériennes, même si le Président ISSOUFOU fait valoir que les recettes qu'il tire de l'exploitation du pétrole sont plus importantes que les recettes qu'il tire de l'exploitation de l'uranium.

Ce n'est pas incompatible, ça fait partie de la diversification des ressources nigériennes à condition qu'il y ait bien cette solidarité entre l'entreprise qui exploite et l'Etat qui fournit la ressource.

L'exemplarité c'est aussi cet investissement qui a été lancé par le groupe Bolloré pour cette boucle ferroviaire qui part d'Abidjan et qui arrivera à Cotonou. Nous en avons eu une vision précise, sur le chemin de l'aéroport jusqu'ici, où il y avait déjà les premières voies ferroviaires qui étaient au milieu de cette route. Et j'ai l'impression que le chantier va vite et que chaque jour qui passe, c'est la voie qui se prolonge. C'est un investissement très important, d'abord pour les travaux qu'il va mobiliser et les emplois qu'il va créer, mais c'est un investissement très important aussi parce qu'il va lier les pays et assurer ainsi leur développement.

Je veux terminer sur la relation exemplaire sur la transparence et sur le pluralisme. Le Niger, je le soulignais, est un pays démocratique, dont les dirigeants sont issus d'élections libres. Et la France est attachée à ce que ces principes-là soient mis en valeur et surtout soient mis en œuvre. Et c'est aussi le sens que nous donnons à la relation entre la France et le Niger. La démocratie est un levier pour le développement et une condition de la sécurité, et elle ne peut pas souffrir d'atteintes au prétexte qu'il y aurait des menaces. Pour conjurer les menaces, il faut faire encore plus de dialogue et plus de démocratie. Et pour conjurer le terrorisme, il faut encore faire davantage de développement et c'est le sens de la relation que nous avons entre la France et le

Niger ».

QUESTION

« Bonjour. Ma question s'adresse au Président de la République française, Monsieur François HOLLANDE. Alors, Monsieur le Président, vous avez organisé deux sommets à l'Elysée sur la paix et la sécurité, notamment un sommet pour tout le continent mais aussi un sommet restreint pour les pays limitrophes du Nigéria et, si j'ai bonne souvenance, à chaque fois certains de vos homologues notamment le Président ISSOUFOU ont insisté sur le lien qu'il y a entre la pauvreté et le terrorisme et que le terrorisme aurait plu sur le terreau de la pauvreté. Alors, aujourd'hui que vous annoncez Barkhane, qu'est-ce qui est annoncé pour la lutte contre la pauvreté dans cette partie du continent ? Merci ».

LE PRESIDENT

« Avec le Président ISSOUFOU, nous avons voulu insister, à l'occasion de cette visite d'Etat, sur la lutte contre les inégalités et c'est une responsabilité de la France que de porter dans les grandes instances internationales cette exigence. C'est ce que nous allons faire, d'abord au prochain G20 qui se tiendra en Australie et où j'insisterai pour que les ressources qui sont tirées de la croissance et de la finance, puissent être affectées davantage à la lutte contre la pauvreté, parce que c'est un élément de la sécurité. Je le ferai également, et je ne le ferai pas seul puisque les pays africains et les pays européens ont décidé de faire cause commune, lors de la conférence sur le Climat à la fin de l'année 2015. Parce que, si nous voulons lutter contre le réchauffement climatique, il faut créer ce qu'on appelle un fond vert pour financer un certain nombre d'infrastructures, de travaux, pour permettre à l'agriculture d'être davantage soutenue sans qu'elle puisse mettre en cause l'environnement. Et ce fond vert devra être alimenté par les pays les plus riches de la planète.

J'ai évoqué aussi la taxe sur les transactions financières qui a été engagée au niveau européen, dans le cadre d'une coopération renforcée, mais qui devrait trouver sa place à l'échelle mondiale pour financer un certain nombre de projets de développement. La conférence sur le Climat, c'est essentiellement une lutte contre les inégalités car les pays qui sont les plus souvent victimes des catastrophes climatiques sont les pays les plus pauvres, et notamment les pays africains. Hier, j'étais en Côte d'Ivoire qui subit des inondations très importantes avec de nombreuses victimes. On s'aperçoit que le rythme des catastrophes s'accélère : tantôt c'est le réchauffement, tantôt ce sont les inondations et aussi un certain nombre de tempêtes.

Voilà le sens de l'action que je mène mais je le disais, je ne la mène pas seul parce que nous avons tenu un sommet, c'est vrai, entre la France et les pays africains, c'était l'année dernière, qui a été suivi par un autre sommet entre l'Europe et l'Afrique. Et nos deux ambitions sont celles de la sécurité, qui est nécessaire pour assurer le développement et les investissements, et la seconde ambition c'est la lutte contre les inégalités. Je me félicite que l'on ait signé aujourd'hui - je l'ai rappelé - ces conventions à hauteur de 75 millions d'euros, des projets qui pourront pour le Niger être des facteurs de réduction d'inégalités, notamment dans le domaine sanitaire et dans le domaine éducatif.

Voilà pourquoi je voulais aussi que notre réunion d'aujourd'hui puisse être orientée vers la lutte contre la pauvreté et la lutte contre les inégalités. »

QUESTION

Messieurs les Présidents, bonjour, ma question s'adresse au Président de la République Française. François HOLLANDE, on pourrait revenir sur le drame qui s'est déroulé en Ukraine, pouvez-vous nous dire ou non enfin s'il y a des victimes françaises dans le crash de la Malaysian Airlines ?

Et d'autre part est-ce que vous pouvez nous confirmer que l'avion a été détruit par un missile sol-air en provenance du camp pro russe de l'Ukraine et donc quelles conséquences politiques allez-vous en tirer ?

LE PRESIDENT

Ce qui s'est produit, c'est à dire un avion qui s'est écrasé avec 298 personnes à son bord, donc 298 victimes. C'est une tragédie dont nous devons connaître la cause et c'est pourquoi la France

demande une enquête internationale pour savoir la vérité et pour connaître les responsabilités. C'est le message que j'ai demandé à mon représentant au Conseil de Sécurité de porter, de façon à ce que la plus haute instance internationale puisse par la voie au moins de son Secrétaire général aller dans le sens de la recherche exigeante de la vérité et que toutes les conséquences puissent en être tirées. Je dis bien toutes les conséquences.

Vous m'interrogez sur les victimes, les victimes n'ont pas de nationalité. Les victimes sont les victimes d'une tragédie atroce. Néanmoins, je veux vous répondre. Selon les documents qui ont été transmis par la compagnie aérienne, au moment où je parle, il n'y aurait aucun français victime car il n'y avait aucun français à bord de l'avion, sauf un cas qui n'a pas encore été élucidé.

Mais au-delà du soulagement que cela peut procurer à des familles françaises, j'ai une pensée pour toutes les familles qui sont aujourd'hui touchées. C'est la raison pour laquelle dans le déplacement que je faisais, j'ai pu appeler le Premier ministre néerlandais Mark RUTTE, profondément ému, choqué, par le nombre de victimes de son pays. J'ai également appelé le Premier ministre malaisien compte tenu de la nationalité de l'avion et aussi de la nationalité de bon nombre de victimes. Et j'aurais également des contacts avec d'autres chefs de Gouvernements, à la fois pour exprimer la solidarité de la France, et pour exiger cette enquête internationale pour connaître la cause de ce drame.

QUESTION

Bonjour Messieurs les Présidents, Monsieur HOLLANDE, hier, au début de l'offensive terrestre dans la bande de Gaza, vous avez appelé à la retenue. Est-ce qu'aujourd'hui ces termes ne sont pas un peu timides compte tenu de l'ampleur de cette offensive ? Par ailleurs, est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur la mission de Laurent FABIUS et enfin une manifestation a été interdite demain à Paris. Est-ce le signe, que plus que jamais, vous craignez l'importation du conflit en France ?

LE PRESIDENT

D'abord, j'ai appelé, non seulement à la retenue, mais au cessez-le-feu, à la trêve. Je ne l'ai pas fait que depuis hier, je n'ai cessé de le faire depuis qu'il y a des tirs de roquettes d'un côté et des bombardements de l'autre, et que le nombre des victimes civiles palestiniennes s'alourdit chaque jour. Je l'ai fait parce que je considère qu'il y a nécessité de faire que la sécurité soit renforcée, soit préservée mais qu'en même temps il doit y avoir le respect des populations civiles. Et aujourd'hui qu'il y a l'intervention terrestre, je réédite cet appel au cessez-le-feu et au retour à la trêve.

Vous m'interrogez sur le rôle de Laurent FABIUS, en ce moment même. Avant même que ne soit déclenchée l'intervention terrestre par Israël et alors même que le Hamas avait refusé la trêve, j'avais demandé à Laurent FABIUS, ministre des Affaires étrangères de se rendre en Egypte, en Israël également de rencontrer le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud ABBAS pour tout faire pour qu'il y ait, justement, le retour à la trêve. Plus que jamais sa mission est organisée autour de cet objectif : faire en sorte qu'il puisse y avoir maintenant une trêve qui puisse être prononcée.

Enfin sur les manifestations, qu'il y ait de l'émotion, qu'il y ait de la part d'une partie de nos compatriotes, la volonté d'en appeler aussi au cessez-le-feu, je peux le comprendre. Mais il ne peut pas y avoir d'importation du conflit en France. Il ne peut pas y avoir des manifestations qui se font face et des risques pour l'ordre public.

C'est la raison pour laquelle, le ministre de l'Intérieur, lorsqu'il est saisi de projets de manifestations, fait en sorte, soit qu'il ne puisse pas y avoir de débordements, soit lorsqu'il y a des risques, qu'elles ne puissent pas avoir lieu. Et c'est ce qui a été décidé, pas simplement à Paris mais aussi dans d'autres villes parce que nous ne pouvons pas rester indifférents lorsque nous avons des manifestations qui sont proposées et qui ont visiblement des objectifs qui ne sont pas simplement de manifester.

QUESTION

« Bonjour messieurs les Présidents. Ma question est adressée à Monsieur le Président de la République du Niger. Monsieur le Président de la République de la France arrive au Niger au

Republique du Niger. Monsieur le Président de la République de la France arrive au Niger au moment où les accords de partenariat stratégique avec Areva font rage. Une grande partie de la société civile nigérienne estime que les termes de cet accord ne sont pas respectés au 30 juin dernier. Dans ces accords, il y a la neutralité de la TVA qui est accordée à Areva. Monsieur le Président, est-ce que Areva et la France ne vous demandent pas trop par rapport à l'exploitation de l'uranium nigérien? Je vous remercie. »

M. Mahamadou ISSOUFOU

« Bien, je vous remercie de cette question. Je rappelle que l'accord que nous avons signé avec Areva est un accord équilibré. Et en le disant je sais de quoi je parle, parce que n'oubliez pas que je suis ingénieur des mines et j'ai travaillé dans ce secteur pendant dix ans. J'ai tout fait, le Gouvernement nigérien a tout fait pour que les intérêts du Niger, dans les discussions, soient sauvegardés, et c'est le cas. Les intérêts du Niger ont été défendus. Nous avons dans le cadre de cet accord décidé d'appliquer de nouvelles conditions fiscales à Areva. Jusqu'ici les conditions fiscales qui étaient appliquées à Areva étaient celles du Code minier de 1993 et il y a eu un Code minier, celui de 2006, qui prévoit des conditions fiscales plus favorables à l'Etat du Niger. Et ce sont ces conditions fiscales qui seront mises en œuvre désormais.

Vous me parlez de la neutralisation de la TVA. Cela est une pratique internationale, chaque fois qu'un produit est destiné à l'exportation, ce produit est exonéré de TVA. C'est valable pour le Niger, c'est valable en France, c'est valable partout dans le monde. Donc je me réjouis de cet accord qui a été signé. C'est un accord équilibré, c'est un accord qui sauvegarde les intérêts du Niger. Malheureusement dans l'accord, nous avons prévu de décaler la mise en exploitation de la mine d'Imouaren, tout simplement parce que la situation du marché ne permet pas aujourd'hui de mettre une production supplémentaire sur le marché au risque de déprimer le marché de l'uranium, et donc de faire s'effondrer les prix. Or le Niger n'a aucune intention de brader les ressources de son sous-sol. Donc nous verrons ensemble avec Areva, le moment venu, comment mettre en exploitation cette mine dans des conditions plus favorables et pour le Niger et pour Areva. »

QUESTION

« Question pour Monsieur ISSOUFOU, Président de la République. Le Niger est régulièrement touché par la malnutrition, voire par la famine. La raison principale est sans doute à voir du côté de la natalité galopante. Vous êtes champion du monde dans ce domaine, sans doute six ou sept enfants par femmes, comment vous faites pour lutter contre cela ? Qu'est-ce que vous avez déjà décidé, ou qu'est-ce que vous avez eu en vue pour pouvoir lutter justement contre cette natalité galopante ? »

M. Mahamadou ISSOUFOU

« Vous avez raison de le dire, le Niger est soumis de manière récurrente à des crises alimentaires. Ces crises alimentaires ne sont pas seulement liées aux problèmes démographiques, il y a aussi les effets des changements climatiques, c'est pour cela qu'il est important en 2015 à Paris qu'on arrive à prendre des mesures énergiques pour faire face aux effets des changements climatiques. Ces effets sont dévastateurs pour le Niger. Depuis cinquante ans, nous connaissons pratiquement une année de sécheresse sur deux. Et pour faire face à cette situation de précarité au plan alimentaire, nous avons pris des mesures, nous sommes en train de mettre en œuvre un programme très important, l'initiative « Trois N : les Nigériens nourrissent les Nigériens ». C'est un programme qui a pour objectif de créer les conditions qui puissent permettre au Niger de ne plus dépendre des cultures pluviales et donc qui fait une bonne place à l'irrigation. Notre objectif à terme, c'est que nos ressources céréalières puissent provenir de l'irrigation pour 50% et des cultures pluviales pour 50%. Et ça fait trois ans que nous sommes en train de mettre en œuvre ce programme, et les résultats que nous obtenons sont très encourageants.

Bien sûr la démographie n'est pas sans effet sur la situation, non seulement au plan agricole, mais de manière générale sur ses effets sur la croissance économique du Niger. Récemment nous avons fait un recensement décennal et qui prouve que le taux de croissance de la population du Niger est de 3,9%, c'est énorme. Cela suppose que, par exemple, pour accroître le PIB par habitant, on ait un taux de croissance au Niger largement supérieur à 4%.

Donc c'est un défi auquel nous devons faire face. C'est un défi que nous devons relever. Et nous sommes engagés dans la lutte pour la maîtrise de la démographie, dans la lutte pour créer les conditions de ce qu'on appelle la transition démographique, et je fonde l'espoir que nous allons y arriver. Nous sommes en train de mobiliser les leaders d'opinion pour ce faire. La religion musulmane contrairement à ce que beaucoup de gens pensent ne s'y oppose pas. La religion musulmane considère d'ailleurs que c'est un péché de faire des enfants qu'on ne peut pas nourrir, qu'on ne peut pas éduquer, qu'on ne peut pas soigner. Donc j'espère que les efforts que nous sommes en train de faire, très prochainement vont porter des résultats. »